

Europe

BREXIT : CASSE-TÊTE ET CASSE-PIPE

Jean-Philippe Derosier

22/10/2019

Le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille, auteur du blog La Constitution décodée, livre, dans sa cinquième contribution d'une série réalisée en partenariat avec L'Hétairie, son analyse des derniers rebondissements du Brexit.

Le Brexit n'en finit pas de finir. Et de repartir.

We have a deal : un temps, l'accord est conclu. Puis, l'instant d'après, il est rejeté, laissant alors planer la menace du *no deal*, scénario que tous redoutent, à l'exception des Britanniques les plus europhobes, tel Nigel Farage. Les négociations se poursuivent pour aboutir à un nouvel accord, modifié, adapté, approprié... et rejeté, à nouveau.

Tel est le feuilleton de ces dernières années, digne des plus mauvais *soaps* car systématiquement construits selon un canevas identique, qui ne surprend jamais.

Le régime parlementaire britannique, référence en la matière et exemple de stabilité, en souffre.

Démission de David Cameron en 2016, après le référendum ayant amorcé le processus, dissolution ratée de Theresa May en 2017, qui lui a succédé et qui se maintient malgré tout au pouvoir, avec un gouvernement minoritaire. Démission de la même Theresa May en 2019, résignée face au blocage des Communes et à l'impossibilité d'obtenir une majorité pour un accord. Nomination de l'échevelé et fantasque Boris Johnson, partisan d'un Brexit dur et qui serait prêt à un *no deal Brexit*, une sortie sans accord, mais dont l'avenir à la tête du gouvernement britannique est aussi incertain que celui d'une sortie du Royaume-Uni au 31 octobre prochain.

Désormais, la politique britannique est éclatée, à l'instar des régimes marqués par la multiplication des enjeux et qui ne permettent pas d'aboutir à coaliser une majorité. Habituellement cristallisée entre une majorité et une opposition, notamment grâce au mode du scrutin uninominal majoritaire à un tour qui favorise le bipartisme, donc l'émergence de deux camps, cette division partisane est désormais corrélée par celle entre *brexiteurs* et *remainers*, les partisans du Brexit et ceux d'un maintien dans l'Union européenne. Les premiers sont eux-mêmes partagés entre *soft Brexit* et *hard Brexit*, c'est-à-dire l'existence d'un accord qui permette une sortie de l'Union en maintenant des

liens étroits avec elle et un accord qui marque un réel divorce, voire l'absence d'accord.

En un mot, les enjeux sont peu nombreux car il n'y en a qu'un : le *Brexit*. Mais les divisions sont multiples, rendant difficile, voire impossible la constitution d'une majorité. On retrouve un cas classique des régimes parlementaires confrontés au blocage : tous sont d'accord pour bloquer, nul ne s'accorde pour avancer.

À cela, deux causes : l'une institutionnelle, l'autre conjoncturelle.

La cause institutionnelle est liée au *Fixed Term Parliament Act*, du 15 septembre 2011, qui interdit désormais la dissolution de la Chambre des Communes, sauf dans deux hypothèses : soit si elle le décide elle-même, à la majorité des deux tiers (c'est ce qui s'est produit en 2017), soit si, au lendemain d'une motion de censure, aucun gouvernement n'est investi dans un délai de quinze jours.

Autant dire que les Communes détiennent la clef de la dissolution, qui échappe totalement au gouvernement et au Premier ministre, puisque celles-là peuvent veiller à ne pas voter la censure de celui-ci, évitant ainsi d'être dissoutes. Bref, la dissolution n'est plus une arme de discipline majoritaire qui, par sa menace, permet de contraindre les députés récalcitrants. C'était à craindre, c'est désormais réalité.

Le *Brexit* est véritablement un casse-tête, mais il y a un élément positif : il mène au casse-pipe

La cause conjoncturelle est liée au *Brexit* lui-même et à ses implications. D'abord, le référendum fut voté à une majorité relativement courte (51,9%) et, surtout, éclatée entre des zones très favorables au *Brexit*, d'autres très favorables au maintien.

Ensuite, il fut voté en méconnaissance de cause, car c'est le principe même d'une sortie de l'Union qui fut soumis à l'approbation populaire, non sa réalisation. C'est à cette dernière que ce sont attachés Premiers ministres britanniques, Commission européenne, États membres et diplomates depuis trois ans, aboutissant péniblement à un accord qui ne paraît plus contenter le plus grand nombre d'électeurs. Si bien que, aujourd'hui, les électeurs ne semblent plus favorables au *Brexit*, les accords se multiplient et ne sont pas votés, le blocage est patent, l'explosion du Royaume-Uni lui-même est latente (question de l'Irlande du Nord et, surtout, de l'Écosse qui a majoritairement voté pour le maintien), la situation économique n'est pas prometteuse. C'est pourquoi plusieurs voix appellent à un nouveau référendum.

Le *Brexit* est véritablement un casse-tête, pire que ceux qui proviendraient de Chine.

Mais à tout cela, il y a un élément positif, emportant la satisfaction des partisans du maintien. Johnson pourrait obtenir un vote favorable, dit-on, dans la journée. Mais qu'à cela ne tienne : le *Brexit* mène au casse-pipe.

Il a eu raison de deux Premiers ministres, peut-être bientôt trois, il ne favorise pas l'embellie économique, il fait perdre des intérêts financiers (avec de nombreux départs du Royaume-Uni de la part d'agences européennes ou d'entreprises qui veulent conserver un pied dans l'Union), il pourrait mener au Royaume-Désuni, si un nouveau référendum était organisé sur la question écossaise. Enfin, il pourrait être contesté par le peuple, qui l'a pourtant voulu, mais pour de mauvaises raisons.

De quoi montrer clairement l'exemple. Celui qu'il ne faut pas suivre.